

voirs au lieu de les poser en antagonistes, pousser activement l'organisation d'une bonne gendarmerie, tels sont les moyens qui me paraîtraient d'abord devoir être essayés.

Votre Majesté me pardonnera cette longue exposition, qui m'est dictée par le désir sincère que j'ai de lui être utile en toutes choses, et par la crainte que j'aurais de voir engager la question dans une voie qui serait plus nuisible qu'utile.

C'est avec le plus profond respect, Sire, etc.

BAZAINE.

Sans ce langage, digne du peuple français, les rigueurs de l'état de siège désolaient le Mexique entier, et les Américains, déjà prêts à franchir pour la seconde fois * la frontière du Rio-Bravo, venaient provoquer le drapeau tricolore, que notre armée, moins patiente que notre politique, n'eût certes pas laissé humilier.

* Les Américains noirs s'étaient déjà emparés, quelques mois auparavant, de Bagdad, occupée par les impérialistes, et l'avaient évacuée après y avoir exercé le pillage. Bagdad avait été aussitôt réoccupée par les Français.

Au moment même où le maréchal Bazaine, opérant dans le nord du Mexique pour relever la cause impérialiste, répondait à l'empereur Maximilien qu'il ne pouvait approuver la mise en état de siège de tout le territoire, le bateau de la Compagnie transatlantique, *Impératrice Eugénie*, battant pavillon impérial, débarquait soudainement la souveraine du Mexique au port de Saint-Nazaire, le 8 août 1866 au matin. La surprise des autorités locales, qui s'empressèrent de signaler cet événement à Paris, fut moins vive encore que celle de la cour des Tuileries. Notre gouvernement était loin de s'attendre à une visite, dont l'annonce, on se le rappelle, provoqua une grande émotion dans notre capitale. Car l'opinion publique pressentait déjà de mystérieux incidents dans ce drame mexicain, dont les situations se nouaient de plus en plus. La veille encore de ce débarquement, le *Mémorial diplomatique* et certaines feuilles qu'on savait puiser leurs inspirations dans les régions officielles, venaient de protester, « se disant autorisés à dénoncer comme une insigne

calomnie la seule supposition que l'impératrice Charlotte pût être en route pour l'Europe. »

Pendant que le petit vapeur annexe de la Compagnie, le *Belle-Ile*, portant l'impératrice Charlotte à son bord, traversait la rade, l'estacade se couvrit de curieux et de fonctionnaires accourus à la hâte. La foule était d'autant plus compacte, qu'au même moment le paquebot neuf, *Nouveau-Monde*, prenait la mer en destination d'Aspinwall. La jeune souveraine était l'objet de tous les regards : elle semblait triste, et son costume de deuil faisait ressortir davantage son attitude rêveuse. A ses côtés se pressaient le général Almonte accouru au devant de la fille du roi Léopold, M. Martin Castillo, son ministre des affaires étrangères, quelques dames d'honneur, ses grands chambellans, le comte de Bombelles et plusieurs officiers de sa maison. Aucun préparatif n'avait été fait pour la recevoir. Une voiture de place l'entraîna à l'hôtel Bely. Ses domestiques mexicains, aux larges *sombreros* à coquilles d'or et aux vestes chamarrées d'argent, firent sensation à Saint-Nazaire à leur débarquement.

A peine eut-elle touché terre, que l'impératrice signifia son intention de voyager incognito, et son refus de demander l'hospitalité à la cour des Tuileries. En attendant l'heure du départ, qui eut lieu vers quatre heures du soir, l'auguste voyageuse visita le port. Sa démarche était ferme : les saluts qu'elle envoyait à la foule respectueuse étaient saccadés. Son visage portait l'empreinte de cruelles préoccupations doublées d'une fatigue extrême ; ses yeux brillaient déjà du feu de la fièvre. La traversée avait fortement éprouvé la jeune impératrice, qui, installée sur l'arrière du navire, d'après son propre désir, pour rester plus isolée, n'avait pu trouver de repos

dans le sommeil, à cause de la trépidation continue de la machine. Le lendemain, elle arrivait à Paris et descendait au Grand-Hôtel. A mesure que le terme du voyage se rapprochait, son exaltation se développait. La famille impériale se trouvant alors au palais de Saint-Cloud, la souveraine, en demandant qu'on mît à sa disposition un carrosse de la cour, réclama une entrevue immédiate de Napoléon III. Sur ces entrefaites, elle reçut la visite de M. Drouyn de Lhuys, et passa une partie de la journée à converser avec ce ministre. Quoique l'Empereur eût répondu qu'il était indisposé et qu'il regrettait de ne pouvoir l'entretenir, l'impératrice Charlotte, n'acceptant pas d'ajournement, se rendit le lendemain au palais.

Ses instances furent tellement vives, que Napoléon consentit enfin à la recevoir. Alors, elle exposa les demandes de Maximilien, qui réclamait encore de la France de nouveaux secours financiers et militaires. L'entretien fut long et violent, plein, de part et d'autre, de récriminations qui finirent par altérer le caractère des explications échangées. L'impératrice, voyant peu à peu s'écrouler tout l'échafaudage d'espérances que son imagination pleine d'ardeur s'était plu à élever depuis son départ de Chapultepec jusqu'au seuil de Saint-Cloud, sentant son sceptre se briser sous sa main, céda même à tout son emportement. Après avoir énuméré ses griefs, la fille du roi Léopold crut reconnaître, mais trop tard, qu'elle avait eu le tort d'oublier, en acceptant un trône de la munificence de l'empereur des Français, qu'elle était issue du sang des Orléans *. De la scène du palais de Saint-Cloud peut

* Après l'entrevue de Saint-Cloud, l'impératrice Charlotte a dicté elle-même la relation de son entretien avec l'empereur Napoléon.

dater réellement la folie de cette intéressante princesse, dont le courage allait bientôt s'évanouir avec la raison. A peine conserva-t-elle la force de se traîner de Paris jusqu'au Vatican, pour tomber délirante aux genoux du Saint-Père, dont elle venait réclamer l'appui et les consolations *.

Les États-Unis n'avaient perdu de vue un seul instant, ni le voyage de l'impératrice Charlotte, ni les actes de la politique française, à laquelle M. Seward, le sous-secrétaire d'État américain, ne cessait d'imprimer de Washington une impulsion capable à la fois de satisfaire les tendances républicaines du congrès, et de désarmer les ennemis du président Johnson, taxé de mollesse à l'égard de la France. M. John Hay, chargé d'affaires *ad interim* à Paris, écrivait à M. Seward :

Paris, 10 août 1866.

Monsieur,

Il a paru récemment dans les journaux de Paris des entrefilets annonçant le départ prochain de Mexico de la femme de l'archiduc Maximilien. Ces nouvelles ont naturellement donné lieu à des appréciations en général défavorables à la cause impériale au Mexique. Pour mettre un terme à ces réflexions injurieuses, le *Mémorial* et le *Pays* ont publié des démentis de ces bruits.

Hier, à la grande confusion de ces amis si positifs dans leur

* Le *Moniteur* du 18 septembre a publié la note suivante :

« Dans un article relatif au Mexique, publié par la *Revue contemporaine* du 15 septembre, M. de Kératry raconte qu'il y aurait eu à Saint-Cloud des conversations extrêmement vives entre l'impératrice Charlotte et l'empereur.

« Ce récit est absolument contraire à la vérité. »

Voir la réponse de l'auteur aux « Pièces justificatives » à la fin du volume.

affirmation et si pleins d'indignation, *la dame en question* est arrivée à Paris, et est descendue au Grand-Hôtel.

Les plus fâcheuses conclusions sont déduites de cette visite, surtout par ceux qui ont le malheur d'être de forts détenteurs de l'emprunt mexicain. Elle est généralement considérée comme un suprême et dernier effort pour obtenir, à l'aide de l'influence personnelle, le secours indispensable à l'empire mexicain, qui a été refusé à ses représentants diplomatiques accrédités.

JOHN HAY.

Les termes de cette missive diplomatique laissaient à désirer sous le rapport de la courtoisie. Le 17 août, M. Hay rendait ainsi compte à son gouvernement de la visite de l'impératrice Charlotte au palais de Saint-Cloud :

Paris, 17 août 1866.

Monsieur,

Sur le conseil de M. Bigelow, qui est pour quelques jours avec sa famille à Ems, je me suis rendu hier au ministère des affaires étrangères. J'ai parlé à Son Excellence des nouvelles émises généralement dans les journaux de Paris, au sujet de la princesse Charlotte en France. Ces nouvelles annonçaient que le séjour de Maximilien au Mexique dépendait d'une modification aux résolutions adoptées par le gouvernement français, et annoncées dans les récentes communications de Son Excellence au marquis de Montholon et à M. Bigelow. Quelques journaux donnaient même à entendre que la princesse avait réussi à obtenir un changement dans ce programme. Je demandai au ministre si quelque modification de ce genre avait été faite ou devait être faite à la politique du gouvernement impérial, à l'égard du

Mexique. M. Drouyn de Lhuys m'a répondu qu'il n'y a eu aucune modification de notre politique à cet égard, et qu'il n'y en aura pas. Ce que nous avons dit être notre intention de faire, nous le ferons. Naturellement (a-t-il ajouté) nous avons reçu l'impératrice avec courtoisie et cordialité, mais le plan arrêté précédemment par le gouvernement et l'empereur sera exécuté comme il a été dit. »

JOHN HAY

A l'heure où le désespoir et la folie de l'impératrice Charlotte attristaient l'Europe entière, émue d'avance du coup qui allait atteindre Maximilien, les événements se précipitaient au Mexique. L'empereur, frappé d'aveuglement, déchaînait de ses propres mains la révolution en opérant un vrai coup d'État. Il renversait son propre ministère, et au lieu d'essayer de recruter les conseillers de la couronne parmi tous les partis, dans le but de s'appuyer habilement sur le pays et sur l'opinion publique à l'approche de l'évacuation française, il se jeta à corps perdu dans les bras de la faction ultramontaine, qui l'avait circonvenu par ses intrigues et ses promesses. Les réactionnaires Lares, Marin, Campos et Tavera entraient dans le nouveau conseil. L'abbé Fischer devenait chef du cabinet impérial, et MM. Osmont et Friant, l'un chef d'état-major général, l'autre intendant en chef du corps expéditionnaire (dont le maréchal avait cru devoir prêter le concours passager à Maximilien durant un moment de crise), étaient chargés définitivement des portefeuilles de la guerre et des finances. La nouvelle de ce coup d'État, qui s'était accompli à Mexico le 26 juillet, parvenait tardivement au quartier général français, où l'étonnement égala les regrets. Car le choix fait par l'Empereur d'un parti aussi

extrême se changeait en déclaration de guerre à la grande majorité de la nation. De plus, l'immixtion solennelle de deux officiers français dans les affaires publiques était en contradiction formelle avec les ordres de notre gouvernement, qui prescrivait de n'intervenir en rien dans la direction politique du pays. Il était difficile, d'autre part, dans l'intérêt même de notre armée, que ces deux hauts fonctionnaires pussent cumuler leurs portefeuilles avec leurs emplois de chef d'état-major et d'intendant. Il n'était pas moins regrettable que pareille décision eût été prise et déjà exécutée à Mexico sans l'aveu du général en chef, surtout en présence du nouveau pavillon dont le trône venait de se couvrir.

La confiance accordée par Maximilien au père Fischer, qui a joué plus tard un si funeste rôle, était déplorable à tous égards, et à coup sûr la religion du souverain n'eût pas été surprise, s'il eût connu la biographie de cet ancien luthérien, devenu catholique. Augustin Fischer, d'origine allemande, s'était enrôlé vers 1845 dans une troupe de colons partant pour le Texas. Après s'être fait, sans succès, clerc de notaire, il était allé chercher de l'or en Californie. L'ancien colon abjurait bientôt sa foi de protestant, recevait les ordres au Mexique et obtenait le poste de secrétaire de l'évêque de Durango. Banni bientôt du palais épiscopal pour cause de mœurs dissolues, il avait été recueilli à Parras, chez M. Sanchez Navarro, qui, séduit par les apparences, l'avait présenté à Maximilien. Le père Fischer, qui est doué d'une rare intelligence, ne tardait pas à se voir confier une mission diplomatique auprès du Saint-Père : cependant, il revenait au Mexique après avoir échoué à Rome. Malgré tout, son crédit grandissait, et, à cette heure, l'ambition du secrétaire

impérial, qui n'avait plus de bornes, convoitait l'évêché de Durango, un des bénéfices ecclésiastiques les plus opulents du Mexique. La faveur directe du souverain était un moyen certain de succès. Mais le choix de ce prêtre n'était pas fait pour apaiser les esprits et rallier les dissidents.

Maximilien espéra-t-il ainsi donner des gages au Saint-Siège, et se concilier ses bonnes grâces par l'appel d'un ministère réactionnaire, à cette seule fin de faciliter les démarches de l'impératrice Charlotte? Cela est croyable, surtout si on évoque le souvenir de son récent voyage à Rome et les engagements qu'il y contracta envers le Saint-Père, comme les aspirations de sa jeunesse, prises sur le fait dans les *Tableaux de sa Vie* qui viennent d'être publiés à Leipzig par ordre personnel de son frère, l'empereur François-Joseph. L'archiduc était d'humeur profondément catholique, autant par instinct que par éducation. Les tendances de sa dévotion de prince du sang l'entraînaient vers le mysticisme, de même que sa fierté d'être issu du grand Charles-Quint lui faisait dire que rien n'était supérieur au droit divin. Devant ce seul droit, le prince enfant courbait la tête en attendant qu'il acceptât d'un prétendu suffrage populaire la couronne entrevue sans cesse dans ses rêves. Car Maximilien se croyait prédestiné; c'est là le secret de son aventure mexicaine qui, dans sa pensée, on le verra plus tard, n'était pas le terme de ses espérances. En présence de ses aspirations religieuses qu'avait dû surexciter sa visite au Saint-Siège, on eût compris, quoique c'eût été impolitique à notre avis, que, dès sa prise de possession du trône, Maximilien eût radicalement embrassé la cause cléricale, luttant franchement du premier coup contre le mouvement libéral.

On peut croire toutefois qu'il s'en fût suivi une guerre à outrance, aussi désastreuse pour la dignité du trône qu'inconciliable avec notre propre drapeau : car si le clergé français est le premier à donner de grands exemples aux deux mondes, celui du Mexique, à peu d'exceptions, est corrompu par l'abus et le désir des jouissances, que toute absence de discipline n'a fait qu'accroître en ces temps de longues révolutions. Ce n'est pas dans son sein que le nouveau souverain pouvait puiser les forces vives; de ce côté, il n'y avait ni sincérité ni désintéressement à attendre. Nous n'avons pu oublier que la première parole prononcée par Mgr La Bastida, archevêque de Mexico, rentrant dans la capitale d'une patrie désolée qu'il n'avait pas revue depuis des années, avait été pour s'enquérir, avant tout, si les oliviers de son domaine épiscopal de Tacubaya avaient été respectés par la guerre. La question de l'Église et des fidèles s'était effacée devant celle des revenus. Maximilien venait donc de commettre une seconde faute capitale. Dès l'origine, il avait assumé le grave tort, quand il aurait pu mieux s'entourer, de s'appuyer sur des individualités hostiles au nom français. A cette heure, il se laissait emporter par le plein flot d'une réaction contre lequel devaient lutter les vrais conservateurs et la plus grande partie d'une génération, élevée dans les principes républicains. Ces principes ne pouvaient pas tarder, en surgissant contre le nouveau programme du trône, à reprendre le dessus dans tous les centres que l'armée française, en marche d'évacuation, remettait militairement à la défense des troupes impérialistes.

Pourtant, toute la première période de 1866 avait été consacrée par nos soldats à améliorer ainsi qu'à compléter

les fortifications et l'armement des places de l'intérieur, telles que Monterey, San-Luis, Durango, Zacatecas, Guadalajara et Matehuala. Nos artilleurs étaient parvenus à mettre en batterie, sur les ouvrages de ces villes, plus de six cents pièces en bon état et largement approvisionnées. Mais ces travaux de défense, confiés successivement aux armes mexicaines, devaient rester désormais impuissants contre le soulèvement du pays, irrité du choix des nouveaux ministres, qui détruisait tout espoir de renaissance libérale. Après ce coup d'État, le gouvernement mexicain, désespéré, adhérait, le 30 juillet, à la nouvelle convention réclamée par le gouvernement français. Par ce contrat, exécutoire à partir du 1^{er} décembre 1866, et substitué au traité de Miramar, la moitié du produit des douanes de la Vera-Cruz et de Tampico était affectée au paiement de la dette française. Maximilien avait signé là un funeste engagement qu'il savait bien ne pas pouvoir tenir, sans marcher à la banqueroute nationale. Il eût été plus digne pour l'empereur de briser lui-même sa couronne et de se retirer, laissant au gouvernement français l'énorme responsabilité de la situation. Mais ce souverain ne savait pas résister aux séductions de la royauté. Peut-être espérait-il encore le succès de la mission de l'impératrice auprès des cours de Paris et de Rome. Là est sa seule excuse.

Pendant ce temps, l'armée française, conformément au plan d'évacuation résolu en trois termes successifs, se repliait sur elle-même. Pour faciliter son mouvement rétrograde, le maréchal restait à cheval sur les routes du nord, prêt à donner la main à celui de ses deux gros corps d'opération qui serait menacé. Sur la gauche, la division de Castagny,

abandonnant peu à peu les immensités de la Sonora, les plaines du Zacatecas et du Durango, se rabattait sur la ville de Léon, son nouveau quartier général. Sur la droite, le général Douay quittait toutes les positions du nord, voisines de la frontière américaine, et ses troupes, après s'être concentrées à Saltillo, venaient planter leur tentes sous les murs de San-Luis, faisant face aux contingents de Zébéda, de Pedro Martinez et d'Aureliano Rivera. La contre-guerilla française, qui opérait aux environs de Matehuala, se préparait à redescendre dans les terres chaudes de l'Etat de Vera-Cruz. Ce vaste mouvement en arrière découvrait la zone des Etats excentriques tels que le Tamaulipas, le Nuevo-Léon, le Cohahuila, le Sinaloa et la Sonora. Outre qu'elle était imposée par les ordres de Napoléon III, cette concentration eût été sage dès l'origine. Maximilien avait rêvé l'impossible en voulant conserver sous son sceptre d'immenses solitudes, et le quartier général eût prudemment fait, à notre avis, en résistant d'une façon plus complète encore aux entraînements de la couronne : car nos troupes sillonnaient le Mexique comme le navire qui fend l'eau, laissant à peine derrière lui la trace de son sillage. Ce mouvement concentrique était d'autant plus urgent que des révélations, adressées à Maximilien lui-même par le préfet de Zacatecas, constataient que les libéraux étaient sur le point d'obtenir la garantie d'un emprunt de 50 millions de piastres des Etats-Unis. Pour négocier cet emprunt, les juaristes offraient de leur vendre la Basse-Californie. Grâce à ces secours américains, Gonzales Ortega, avec dix mille filibustiers, cent mille fusils, quarante pièces de canon et des munitions considérables, devait entrer par Piedras-Negras, pour se diriger sur Zaca-